



Mission régionale d'autorité environnementale

de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité du
PLUi du Grand Chalon (Saône-et-Loire) dans le cadre d'une
déclaration d'utilité publique**

n°BFC-2020-2580

**Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme :**

La mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 15 décembre 2017, du 30 avril 2019 et du 11 juillet 2019 portant nomination des membres de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en date du 19 mai 2020 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro n°BFC-2020-2580 reçue initialement le 14/02/20 et complétée le 24/07/2020, déposée par la préfecture de Saône-et-Loire (71), portant sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) du Grand Chalon dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique déposée par la société APRR pour la réalisation d'un demi-échangeur sur l'autoroute A6 sur la commune de Fragnes-la-Loyère ;

Vu la décision CGEDD du 31/01/2020 soumettant à évaluation environnementale le projet de réalisation du demi-diffuseur ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 03/06/2020 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de Saône-et-Loire en date du 23/06/2020 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que la déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLUi du Grand Chalon sur le territoire de la commune de Fragnes-la-Loyère (superficie de 970 ha, population de 1 527 habitants en 2016), est soumise à un examen au cas par cas afin de déterminer si elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale en vertu des dispositions des articles R.104-8 à 16 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la communauté de communes du Grand Chalon, dont fait partie Fragnes-la-Loyère, relève du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du chalonnais approuvé en juillet 2019 ;

Considérant que cette mise en compatibilité du PLUi est liée à la déclaration d'utilité publique pour la réalisation d'un demi-diffuseur sur l'autoroute A6 qui nécessite notamment la création d'une bretelle entrée et d'une bretelle sortie, de gares de péage, d'un giratoire, d'un ouvrage d'art sur la Thalie ;

Considérant que cette évolution du PLUi vise principalement à :

- modifier le règlement des zonages A, N et UX sur lesquels s'implante le projet, afin de permettre la réalisation du demi-diffuseur ;
- ajuster les contours des quatre emplacements réservés ainsi que celui de la ripisylve de la Thalie, éléments du patrimoine naturel à protéger, au projet de demi-diffuseur ;
- modifier les surfaces de la liste des emplacements réservés.

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que le secteur du projet se situe sur un territoire couvert par le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) du bassin de la Corne, incluant la rivière de la Thalie, et en partie sur une zone humide ;

Considérant que le projet s'implante en partie sur des zones agricoles et naturelles qui seront impactées ;

Considérant que le projet prévoit la modification du périmètre de protection de la ripisylve de la Thalie, sans que soient présentées les caractéristiques de cette modification ni les mesures à mettre en place pour poursuivre la préservation de celle-ci ;

Considérant que le projet présente des impacts potentiellement notables sur les milieux naturels (ripisylves, milieux humides) et que le dossier ne permet pas d'apprécier l'efficacité des mesures prévues afin de les éviter, de les réduire, voire de les compenser, ni le dispositif de suivi envisagé ;

Considérant que les impacts concernant l'urbanisation induite par le projet, ne sont pas évalués à ce jour ;

Considérant qu'aucun inventaire des zones inondables et qu'aucun inventaire relatif à la faune et la flore potentiellement présentes sur le secteur du projet ne sont disponibles, alors qu'il est prévisible que le projet ait des incidences substantielles sur une ou plusieurs de ces thématiques ;

Considérant que le projet valant mise en compatibilité du PLUi est susceptible d'avoir des incidences significatives sur l'environnement et la santé humaine ;

Rappelant qu'une procédure d'évaluation environnementale commune au projet ainsi qu'au plan local d'urbanisme intercommunal peut être mise en œuvre dans les conditions définies par les articles L. 122-14 et R. 122-27 du code de l'environnement ; lorsqu'elle est mise en œuvre, l'étude d'impact du projet définie par les articles R. 122-4 et R. 122-5 du code de l'environnement doit comprendre l'ensemble des éléments constitutifs du rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme ou, le cas échéant, de son actualisation, définis aux articles L. 104-3 et R. 151-3 du code de l'urbanisme ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

La mise en compatibilité du PLUi du Grand Chalons dans le cadre de la déclaration d'utilité publique déposée par la société APRR pour la réalisation d'un demi-échangeur sur l'autoroute A6 sur la commune de Fragnes-la-Loyère est soumise à évaluation environnementale en application de la section 1 du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme.

Au vu des informations disponibles, notamment celles transmises par la personne publique responsable, et en répondant aux attendus fixés par le code de l'urbanisme relatifs au contenu de l'évaluation environnementale, cette dernière devra porter une attention particulière aux enjeux soulignés dans les considérants de la présente décision.

Article 2

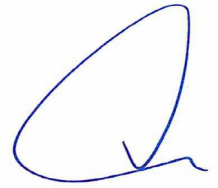
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 31 juillet 2020

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation, le membre permanent

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a smaller 'r' and a short horizontal stroke.

Joël PRILLARD

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON

ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr